

A.G. Section PS Estaimpuis-Evregnies

Intervention de Daniel Senesael, Député-Bourgmestre

Estaimpuis, le 17 juin 2017

Chers Camarades,

Après un peu plus de trois ans de législature, je me propose de faire avec vous un bilan succinct de l'action du gouvernement fédéral.

J'ai déjà eu l'occasion d'aborder le sujet avec vous à plusieurs reprises mais c'est bien malgré moi que je dois radoter puisque la situation ne va pas en s'améliorant. Depuis que la coalition des droites est en place au niveau fédéral, elle s'est distinguée par des attaques particulièrement dures contre le pouvoir d'achat des citoyens, avec l'adoption de mesures telles que le saut d'index, la diminution drastique du revenu des travailleurs à temps partiel ou encore l'augmentation de la TVA sur l'électricité et des accises sur le diesel.

Ces mesures injustes, ce gouvernement des multinationales les justifie par une volonté de réduire le déficit budgétaire coûte que coûte. Alors que les dividendes versés par les entreprises du BEL 20 ont connu une augmentation record l'année dernière, on constate qu'au cours des deux années écoulées, ce ne sont pas moins de 9 milliards d'efforts budgétaires que le gouvernement nous a imposés. Et chaque fois qu'il a fallu trouver des dépenses à réduire, ce sont les services publics et la sécurité sociale et donc in fine la population qui ont été prioritairement visés.

Ainsi, en matière de pension, la mesure la plus emblématique a été la décision de lever l'âge de la retraite à 67 ans. Mais c'est loin d'être la seule attaque contre les pensions et prépensions. Citons, entre autres, la pension anticipée reculée à 63 ans, la réforme des pensions complémentaires, la mise en disponibilité des prépensionnés, la suppression du bonus pension ou encore la suppression de la bonification pour diplôme. En agissant de la sorte, le gouvernement détricote le système de pension en faisant travailler les gens plus longtemps, et en réduisant – directement ou indirectement – le montant des pensions au lieu de chercher des moyens de financer les retraites.

En matière de santé, faut-il rappeler que rien que dans le budget 2017, le gouvernement a appliqué 902 millions d'euros d'économies.

Afin de nous faire avaler cette austérité et les mauvaises performances des finances publiques, le gouvernement Michel tente de nous vendre une politique de l'emploi qui serait

un succès. Pourtant, malgré les incantations « Jobs, Jobs, Jobs », le bilan est loin d'être positif.

« Nous avons créé plus de 100 000 emplois depuis que ce gouvernement est en place », affirme le Premier ministre. On ne peut le nier mais demandons-nous quand même s'il est le fait de la politique gouvernementale. Au regard du taux d'emploi, qui est le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler et celles qui travaillent, on remarque ces deux dernières années qu'il a stagné en Belgique. Cela signifie que le nombre d'emplois créés n'est pas suffisant par rapport au nombre de personnes en âge de travailler. Dans le même temps, le taux d'emploi moyen européen a quant à lui augmenté de près de deux points (passant de 65,3 % à 67,1 %). Par ses performances vantées par Charles Michel, la Belgique est largement en dessous des moyennes européennes et des objectifs fixés par l'UE. Nous figurons ainsi en bas de classement avec des pays tels que la Grèce, l'Italie ou l'Espagne. Conclusion : l'action des autorités belges est contre-productive.

L'explication de création d'emplois sous cette législature tient dès lors davantage à la conjoncture internationale un peu plus favorable et au redressement économique de la zone euro. N'oublions pas non plus les politiques menées au niveau régional qui ont aussi une grande influence sur la création d'emplois. Il s'agit dès lors un sacré raccourci que d'attribuer comme le fait Charles Michel, la création de ces emplois à la politique de la majorité fédérale de droite.

Autre constat peu flatteur pour ce gouvernement, sur les deux dernières années de gouvernement Michel, la Belgique a connu la plus forte augmentation des prix de tous les pays de la zone euro. En d'autres termes, les travailleurs belges sont ceux qui au sein de la zone euro ont connu la plus forte diminution de leur pouvoir d'achat. Cela confirme, s'il le fallait que la politique économique de ce gouvernement ne fonctionne pas : les prix augmentent plus qu'ailleurs, nous devenons donc moins compétitifs.

Et ce n'est pas tout. Malgré la liste impressionnante de mesures d'austérité déjà prises et qui détériorent gravement la qualité de vie de nos concitoyens, des efforts d'économies à hauteur de 6 à 8 milliards d'euros seront encore nécessaires pour atteindre l'équilibre budgétaire comme l'a précisé cette semaine dans Le Soir le gouverneur de la Banque nationale. Et une fois de plus, la principale piste évoquée pour combler ce déficit est la sécurité sociale, c'est-à-dire de nouveaux efforts demandés aux citoyens.

Mes camarades, il ne faut pas vous faire un dessin, le bain de sang social que nous avons prédit dès que le MR est entré en coalition avec les nationalistes de la N-VA a bel et bien pris forme. Ce gouvernement démontre par l'absurde à quel point les politiques néo-libérales sont nuisibles pour l'ensemble des citoyens hormis évidemment les plus nantis qui eux deviennent de plus en plus riches alors que près de 16 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.